

**Assemblée générale**

Distr. générale  
10 mai 2000  
Français  
Original: anglais

**Cinquante-quatrième session**

Points 12 et 121 de l'ordre du jour

**Rapport du Conseil économique et social**

**Projet de budget-programme de l'exercice biennal 2000-2001**

**Analyse de la structure organisationnelle et des ressources  
humaines et techniques de la Section des organisations  
non gouvernementales du Secrétariat**

**Rapport du Secrétaire général**

*Résumé*

Présenté en application de la demande de l'Assemblée générale figurant au paragraphe 93 de la résolution 54/249, le présent rapport propose de renforcer la Section des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales en créant un poste d'administrateur et un poste d'agent de service généraux.

**Table des matières**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1-2	2
II. Besoins en ressources humaines .....	3-7	2
III. Conclusion .....	8-9	4

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport fait suite à la résolution 54/249 de l'Assemblée générale, par laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante-quatrième session un rapport sur les questions administratives et financières concernant la Section des organisations non gouvernementales, s'agissant en particulier du nombre et la catégorie des postes de la Section. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a décidé, notamment, de reclasser le poste de chef de la Section à D-1, pris note de la rapidité avec laquelle s'est développé le partenariat entre l'ONU et la communauté des organisations non gouvernementales (ONG) et constaté que le volume de travail de la Section avait augmenté.

2. Le présent rapport complète le rapport précédent sur le même sujet qui a été présenté à l'Assemblée générale en novembre 1999 (A/54/520), où sont décrites en détail les activités de la Section des organisations non gouvernementales et l'augmentation importante de son volume de travail et de ses responsabilités. Les informations figurant dans ce rapport restant pleinement valables et pertinentes, elles n'ont pas été répétées ici. Aussi, le présent rapport ne traite-t-il que des besoins en personnel de la Section.

## **II. Besoins en ressources humaines**

3. Les effectifs de la Section des organisations non gouvernementales financés par le budget ordinaire comprennent cinq postes d'administrateur (1 D-1, 2 P-4, 1 P-3 et 1 P-2) et quatre postes d'agent des services généraux. En outre, la Section a eu recours de façon régulière aux services de volontaires représentant environ 60 mois de travail par an, dont 20 d'administrateur et 40 d'agent des services généraux. Afin d'exécuter de façon plus efficace son programme de travail et en vue d'optimiser la contribution et la participation des ONG à l'action de l'Organisation des Nations Unies, on considère que le tableau d'effectifs actuel de la Section devrait être complété sur une base annuelle par 12 mois de travail d'administrateur et 12 mois de travail d'agent des services généraux.

4. Le tableau ci-après indique la répartition annuelle par grands secteurs d'activité de la Section, des mois de travail toutes sources de financement confondues dont dispose actuellement la Section et des mois supplémentaires de travail nécessaires pour réaliser le programme de travail de la Section.

Activité	Répartition des ressources humaines dont dispose actuellement la Section des organisations non gouvernementales, par source de financement (en mois de travail)				Utilisation des ressources humaines supplémentaires nécessaires (en mois de travail)	
	Budget ordinaire		Arrangements volontaires		Budget ordinaire	
	P	SG	P	SG	P	SG
1. Soutien au Comité chargé des organisations non gouvernementales	37	27	5	10	8	
2. Accréditation d'ONG auprès de l'Organisation des Nations Unies, des comités préparatoires et des conférences internationales	6	13	5	20		10
3. Projets spéciaux	17	8	10	10	4	2
<b>Total</b>	<b>60</b>	<b>48</b>	<b>20</b>	<b>40</b>	<b>12</b>	<b>12</b>

5. La Section des organisations non gouvernementales a obtenu du personnel temporaire grâce au redéploiement d'un administrateur P-3 d'un autre secteur d'activité du Département des affaires économiques et sociales, mais seulement pour quelques mois en 2000. La Section cherche toujours à obtenir du personnel supplémentaire de la classe des services généraux. Les concours apportés à la Section par des volontaires, voire par des fonctionnaires dont le poste est financé par le budget ordinaire et qui se trouvent détachés pour de courtes périodes ont atteint un seuil qu'il serait impossible de dépasser sans que cela entraîne de graves conséquences négatives pour les activités de la Section. En effet, si celle-ci demeurerait fortement tributaire du recours aux volontaires et au personnel utilisé pour de courtes périodes, cela pourrait aggraver le manque de continuité et l'instabilité et entraîner une diminution du Fonds d'expérience et de la mémoire institutionnelle. Ces facteurs sont particulièrement importants pour ce qui est du travail d'accréditation des ONG en raison des précédents et des problèmes qui pourraient en découler pour le Comité chargé des organisations non gouvernementales et le Conseil économique et social. Afin de parvenir à un meilleur équilibre entre les effectifs disponibles et les effectifs nécessaires et entre le personnel permanent et les volontaires, **on propose de créer un nouveau poste d'administrateur de la classe P-4 et un nouveau poste d'agent des services généraux.** De la sorte, le personnel permanent de la Section comprendrait six postes d'administrateur (1 D-1, 3 P-4, 1 P-3 et 1 P-2) et cinq postes d'agent des services généraux.

6. Le titulaire du poste P-4 serait chargé d'examiner et de traiter les nouvelles demandes d'octroi du statut consultatif auprès du Conseil économique et social présentées par des ONG et de s'assurer qu'elles sont présentées conformément aux dispositions et directives de la résolution 1996/31 du Conseil; d'assurer le service des sessions du Comité chargé des organisations non gouvernementales; de contribuer à élaborer de nouvelles directives et de nouveaux arrangements dans le cadre du programme de diffusion afin de faciliter la participation des ONG aux travaux du Conseil économique et social et d'élargir leurs relations de travail avec les organismes des Nations Unies; et de fournir un appui en vue du lancement et de l'exécution des projets spéciaux de la Section, en particulier la création des réseaux régionaux d'ONG, et des projets réalisés en collaboration avec le Programme des Nations

Unies pour le développement et d'autres organismes des Nations Unies. Il s'agira notamment de formuler des plans, programmes et matériels de formation en tenant plus particulièrement compte des besoins des ONG des pays en développement et des pays en transition.

7. Le titulaire du poste d'agent des services généraux serait essentiellement chargé de mettre à jour et de gérer le réseau électronique d'ONG en tant que moyen technique renforcé d'utilisation des nouveaux systèmes informatiques et informationnels, en vue d'appuyer les fonctions de diffusion et de coordination de la Section des organisations non gouvernementales, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. Le titulaire serait également chargé d'exploiter les bases de données concernant les activités de la Section, d'analyser les besoins en bases de données et d'évaluer l'utilité des outils d'information relatifs aux ONG utilisés actuellement. Le titulaire du poste serait également chargé de renforcer les activités de gestion et de diffusion de l'information de la Section en mettant en oeuvre les technologies modernes de l'information et en aidant à formuler une approche globale d'un système intégré de participation des ONG aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires.

### **III. Conclusion**

8. **Afin d'exécuter le mandat du Secrétariat qui consiste à faciliter la contribution et la participation d'un nombre sans cesse croissant d'ONG à l'activité de l'Organisation des Nations Unies conformément aux décisions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, il est proposé de renforcer les effectifs de la Section des organisations non gouvernementales en créant un poste d'administrateur de la classe P-4 et un poste d'agent des services généraux. Ces deux nouveaux postes permettraient à la Section d'être mieux à même de faire face à son volume de travail ordinaire et d'exécuter les projets spéciaux (dont les chapitres II et III du document A/54/520 fournissent une description détaillée). Les deux postes permettraient également à la Section de mieux mettre à profit ses acquis et de conserver sa mémoire institutionnelle.**

9. Si l'Assemblée générale approuvait la création d'un poste d'administrateur de la classe P-4 et d'un poste d'agent des services généraux au 1er janvier 2001, il faudrait prévoir des dépenses additionnelles (chiffrées au taux correspondant aux nouveaux postes) d'un montant de 105 600 dollars au chapitre 9 (Affaires économiques et sociales) du budget-programme de 2000-2001. Il faudrait également inscrire un montant additionnel au chapitre 32 (Contributions du personnel) (19 300 dollars), lequel serait compensé par l'inscription d'un montant équivalent de 19 300 dollars au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel). Ces dépenses supplémentaires seraient imputées au fonds de réserve dans le cadre du premier rapport sur l'exécution du budget, qui sera présenté à l'Assemblée générale à sa cinquante-cinquième session.